

OMC et agriculture suisse

par Jean VALLAT,* Les Rappes (VS)

Le dossier agricole a fait une fois de plus l'objet de négociations tendues à l'OMC. Jean Vallat rappelle les changements que notre espace rural subit depuis les années 90 et ceux qu'induirait pour la Suisse l'introduction de l'Accord sur l'agriculture. Face à ce qu'il considère comme une grave menace, l'auteur propose une ligne qui tienne compte à la fois des exigences de l'environnement, du travail et du capital.

« Dans une génération, cher Monsieur, il y aura 40 millions d'agriculteurs en France ! » C'est la réponse que me fit un inspecteur général de l'agriculture française, au début des années 60, alors que je lui demandais ce qu'il pensait de la politique agricole de la Communauté européenne, dominée par le courant *mansholtien*.

Il fallait, selon cette politique, diminuer fortement le nombre d'exploitations agricoles sur le territoire de la Communauté par une vigoureuse réforme de structure et une aide aux réinvestissements de rationalisation des méthodes de production. De plus, il fallait réduire les surfaces cultivées de 5 millions d'hectares, pour éviter une surproduction des matières premières agricoles. Un plan social était prévu, genre mise à la retraite anticipée des agriculteurs âgés et encouragement à une formation professionnelle accélérée dans les métiers non agricoles, pour les jeunes et moins jeunes qui n'auront plus d'avenir à la campagne.

Rien de nouveau sous le soleil, serions-nous tentés de dire aujourd'hui, après 40 ans d'application de la Politique agricole commune, la fameuse PAC, qui a vidé les caisses de la Communauté européenne sans avoir atteint son but - en l'occurrence : améliorer le revenu des agriculteurs restants. Nous entendons toujours les

mêmes discours, il y a toujours trop d'agriculteurs et l'agriculture coûte cher aux contribuables et aux consommateurs !

Quand l'OMC entre en scène

La Suisse a échappé durant 40 ans à la diminution rapide du nombre d'exploitations paysannes, car elle avait su convaincre les responsables du GATT de lui accorder une exception à la libéralisation du commerce agricole, ce qui lui a permis de respecter la loi sur l'agriculture, acceptée par le peuple suisse en 1951, loi qui devait lui permettre de garder une population agricole nombreuse par une protection efficace à la frontière et par un soutien des prix à la production très supérieurs au niveau des prix européens et mondiaux. Le principe de la couverture des frais de production avait été inclus dans la loi.

Depuis les années 90, ce régime protecteur est progressivement démantelé, la vague du libéralisme économique prend le dessus, les prix agricoles chutent fortement et, avec eux, les revenus des agriculteurs, malgré de fortes contributions à l'unité de surface (les fameux paiements directs), la population

* Professeur émérite d'économie rurale aux Ecoles polytechniques de Zurich et de Lausanne.

agricole se raréfie et le monde rural est en crise. Et tout cela pour rendre l'agriculture soi-disant plus compétitive.

La Suisse subit en petit ce qui se prépare en grand à l'OMC, où se peaufine laborieusement l'Accord sur l'agriculture qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2005. Les objectifs de cet accord sont contenus dans le traité de Marrakech qui, en 1994, mettait un point final à l'Uruguay Round. Ce traité coïncide avec la naissance de l'OMC, qui regroupe 140 pays, dont la Suisse.

Sa politique, d'inspiration néo-libérale, peut se résumer en deux mots : libéralisation et privatisation. Ce qui signifie : primauté du marché libre au niveau mondial, donc abattement progressif des barrières douanières, et libre cours à la concurrence ; application de la loi du marché à presque toutes les activités humaines, y compris les services, ce qui veut dire aussi réduction des tâches et des compétences des Etats au profit des grandes sociétés multinationales.

L'OMC fait partie, avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, des grandes institutions qui prétendent gérer l'économie mondiale, sans gouvernement mondial.¹ Du point de vue strictement économique, les prix doivent se former sur le marché, la valeur commerciale d'un produit n'a plus de rapport avec l'effort consenti pour le produire. La tendance à la baisse devient constante, si bien que les entrepreneurs se voient contraints d'exercer une pression toujours plus forte sur la rémunération du travail et sur l'environnement.

L'uniformisation des prix au niveau des conditions de production les plus favorables - principe des avantages comparatifs - rend impossible l'existence d'entreprises dont les conditions de production sont défavorables, que ce soit à cause de la dureté des conditions naturelles ou de la cherté de l'environnement économique dont elles dépendent.

Théoriquement, les petits et moyens paysans suisses devraient délocaliser !

Mais où ? Sur quel territoire agricole ? Les meilleures terres sont déjà colonisées. Pour l'instant, cependant, suite aux nouvelles mesures prises durant la dernière décennie ayant trait à la reconnaissance de la « multifonctionnalité » de l'agriculture et à l'octroi massif de paiements directs, on pourrait croire que l'agriculture, en Suisse, bénéficie d'un certain sursis bienvenu.

Mais ce sursis pourrait bien n'être que de courte durée. Même si la pression sur l'environnement a pu être limitée, on peut avoir des doutes sur la bonne évolution de la rémunération du travail paysan. La politique actuelle tend à favoriser les exploitations plus grandes, celles qui ont des chances de bonne viabilité à l'avenir - ce qui n'est pas certain - et à éliminer les plus petites où l'on pratique le plus souvent la pluriactivité.

De plus, la réforme de structure encouragée par les pouvoirs publics a deux effets néfastes. D'une part, elle favorise un retour à une plus forte spécialisation et à une intensification des méthodes de production, ce qui va contre le principe de la préservation de l'environnement. Et d'autre part, elle favorise l'exode agricole, ne permettant plus de respecter le principe ancré dans notre Constitution, à savoir celui d'assurer le peuplement décentralisé de notre espace rural.²

Un grand danger nous guette, celui de la marginalisation des zones rurales et de leur dépeuplement massif. Voulons-nous transformer notre pays en une grande agglomération citadine, entourée d'une vaste zone retournant à l'état de nature, envahie de buissons et de forêts ?

Penser globalement

Notre espace rural doit rester un espace cultivé et convivial, siège d'une activité économique diversifiée permettant à une population rurale relativement dense de vivre convenablement. Mais que faut-il faire ? Que proposer ?

Il faut repenser la notion de «globalisation» et lui redonner tout son sens. On a globalisé l'économie autour du seul marché, comme si celui-ci allait résoudre tous les problèmes. Mais le marché, aussi nécessaire soit-il, n'est que l'aboutissement de tout un processus de production. Le marché ne produit rien, si ce n'est en certaines occasions un bénéfice spéculatif pour certains agents économiques... et encore !

La production, elle, à son origine, dépend des trois facteurs fondamentaux classiques : la nature ou l'environnement, le milieu de vie, les ressources naturelles à préserver ; le travail humain ou le salaire de tous les travailleurs, leur pouvoir d'achat, qui, s'il est assez élevé, favorise l'activité commerciale et les investissements ; le capital ou l'accélérateur du travail humain qui génère le profit et qui aujourd'hui se réserve la part du lion dans le revenu des entreprises (les statistiques montrent que la rémunération du capital tend à prendre toujours plus de place par rapport à celle du travail).

Repenser globalement, c'est tenir compte des besoins des trois facteurs. La nature réclame le respect de la terre cultivable, la gestion efficace de l'eau, la lutte contre les pollutions de tous genres, l'aménagement du paysage et de l'espace rural et citadin, le développement des sources d'énergie renouvelables. Il faut en tenir compte, même si, pour cela, il faut diminuer la part qui revient au capital - à moins que les prix n'augmentent ! Le travail, lui, demande à être rémunéré correctement, aussi bien dans les pays du Sud que ceux du Nord, en éliminant le dumping social trop répandu, surtout au Sud, et en respectant les acquis sociaux que nous sommes en train de saboter. Le capital, pour sa part, devrait se limiter aux besoins des entreprises pour maintenir leur patrimoine et l'améliorer en fonction des progrès scientifiques et techniques, mais pas pour spéculer et alimenter les circuits illusoire de la bourse, ou

encore procéder à des rachats, des alliances ou des fusions douteuses, préludes à des restructurations douloureuses et des suites néfastes pour la paix du travail.

Chaque entrepreneur, individuel ou de nature sociétaire, doit se soumettre à ces trois exigences également prioritaires. C'est cela penser globalement ! Utopie que tout cela ? Nous serions tentés de répondre que l'économie est trop forte, telle que nous la connaissons aujourd'hui, et que l'individu ne peut rien contre elle !

Le retour à la base

Là, je reviens à la réflexion de mon ami inspecteur général de l'agriculture française, Jean-Marius était son prénom,³ et qui dans un élan visionnaire voyait la France avec 40 millions de paysans. J'avoue que sur le moment je ne savais que penser : était-ce une boutade ou une réelle vision de l'avenir ?

Réflexion faite, il voulait tout simplement affirmer que la spécialisation et la rationalisation à outrance de l'agriculture conduit à une impasse sur le plan humain et qu'un jour, peut-être pas si lointain, tous les hommes et toutes les femmes devront participer plus ou moins directement à la production de leur propre nourriture, et ceci dans tous les endroits où une terre pourra être cultivée. Cela allait dans le sens d'une polyvalence des activités économiques qui était déjà très répandue en Suisse. Il s'agit maintenant de ne pas perdre ce précieux acquis.

Des signes d'un rapprochement entre cultivateurs et consommateurs se manifestent concrètement, modestement encore. Je citerai deux exemples récents. Le premier est celui d'un paysan de l'Oberland bernois, Paul Wyler, qui propose - par Internet, rien de moins - des contrats de location d'une vache pour la saison d'alpage.⁴ Voici sa justification : «Le citadin



aura droit à tout fromage produit par sa vache, mais il est tenu par contrat de rendre visite une fois à sa chérie. Il doit travailler au moins quatre heures sur l'alpage. Si la traite est réservée à la fromagère, il doit en revanche déplacer les pierres qui dérangent dans les prés, couper la mauvaise herbe ou enlever le fumier en automne... les habitants des villes doivent mieux connaître l'élevage en montagne.» Un rapprochement que j'espère prometteur !

Le deuxième est celui de «l'Affaire Tourne-Rêve», expression dérivée de la plante tournesol. Un agriculteur de la campagne genevoise, Alexis Corthay, propose un contrat de location de 60 m² de terrain donnant droit à en recevoir la récolte sous forme d'un estagon d'huile de tournesol. Une forme de rapprochement fort bien résumée dans *Le Courrier* : «De petites actions comme "l'Affaire Tourne-Rêve"

donnent un sens à une "autre agriculture" qui pourrait devenir l'affaire de chacun.»⁵

On pourrait croire qu'il y a transmission de pensée entre Jean-Marius et Alexis ! Pratiquement, producteurs et consommateurs s'intègrent dans la filière entre production et consommation. D'une façon générale, on constate un développement de la vente directe et de l'agriculture contractuelle. Cela va dans le sens de l'économie de proximité.

Droit à la sécurité alimentaire

Sur le plan politique, les agriculteurs ne restent pas en arrière. Au-delà des grandes manifestations que la Coordination paysanne européenne (CPE) a organisées en France, en Belgique, à Genève, ils militent pour que l'on redonne à l'agriculture une

certaine primauté. Ils ont proclamé la notion de «souveraineté alimentaire»⁶ en souhaitant que l'on s'écarte radicalement de l'agriculture dite productiviste et de tous ses inconvénients reconnus : dégradation des sols, gaspillage de l'énergie et de l'eau par l'intensification de certaines cultures, exploitation des ouvriers immigrés, abandon des terres marginales, disparition de la biodiversité, uniformisation de la nourriture et «malbouffe», avec la complicité des firmes multinationales.

Ils préconisent au contraire que l'on mette en place des structures d'exploitation plus petites, mieux dotées en force de travail, pratiquant la polyculture tout en aménageant l'espace rural en collaboration avec les autres habitants exerçant d'autres activités économiques. Cela implique une nouvelle politique agricole.

Il faudra reconnaître à toutes les nations le droit à la «souveraineté alimentaire», en lieu et place de la dépendance absolue du marché ! Voici ce qu'en dit Susan George : «C'est de la folie de dépendre d'un lointain marché mondial aux prix imprévisibles. Ce sera beaucoup plus sûr de nourrir tout le monde avec un grand nombre de petits et moyens agriculteurs, produisant le plus souvent pour la consommation locale et régionale.»⁷

La reconnaissance de la souveraineté alimentaire est loin d'être utopique, elle peut même être justifiée par l'OMC elle-même. En effet, dans le préambule du projet de négociations, on peut lire : «Nous convenons que le traitement spécial et différencié fera partie intégrante de tous les éléments des négociations... de manière à permettre aux pays en développement de tenir compte de leur développement, y compris en matière de sécurité alimentaire et de développement rural... Nous prenons note des considérations autres que commerciales... présentées par les Membres et confirmons que les considérations autres que d'ordre commercial seront prises en

compte dans les négociations, comme il est prévu dans l'Accord sur l'agriculture.»⁸

Bien que la Suisse ne puisse être classée dans la catégorie des pays en développement, elle doit pouvoir faire valoir des points de vue «autres que d'ordre commercial» et faire ressortir d'autres priorités ayant trait aux exigences des secteurs social et environnemental, dans l'élaboration de sa politique agricole. De plus, elle peut se baser sur le droit de tous les peuples à la sécurité alimentaire, ce «droit de tous les peuples de déterminer leur propre politique agricole et alimentaire, en fonction de leurs besoins et en étroite collaboration avec les organisations de producteurs et de consommateurs».

La Suisse doit en profiter !

Les négociateurs de notre pays doivent prendre courage et faire valoir, au titre de traitement spécial, les lignes directrices suivantes :

- l'encouragement d'une agriculture couvrant en priorité les besoins du pays ;
- le retour à une protection douanière qui permette de garantir le droit à l'existence des petits et moyens paysans et de ceux qui pratiquent l'agriculture à titre secondaire en combinaison avec d'autres activités lucratives, ceci tout particulièrement en région au relief tourmenté et en haute altitude ;
- l'ouverture des frontières aux produits en provenance du Sud que nous ne produisons pas ou en quantité insuffisante, dans la mesure où des garanties peuvent être données du respect d'un code à définir concernant les secteurs social et environnemental ;
- l'extension de la production sous contrat pour les produits d'origine végétale ou animale, dans le but d'adapter l'offre à la demande, sous la responsabilité des producteurs et de leurs organisations ;

- l'abandon de toute subvention à l'exportation de produits agricoles transformés ou non ;
- le retour à une politique de prix qui couvrent les frais de production d'exploitations bien gérées de plaine, et réserver les paiements directs différenciés en fonction des conditions de production défavorables - zones de collines et de montagne. Nous reviendrions à une conception plus saine de l'économie en demandant un peu plus au consommateur et en déchargeant massivement les caisses publiques. Une faible hausse des prix à la production n'influence que peu ceux à la consommation, puisque la part du produit des ventes sur les marchés ne représente plus, pour les producteurs, qu'un petit 30 à 35 % ;
- le respect de l'autonomie régionale en matière de développement économique, pour assurer de façon durable l'occupation décentralisée du territoire ;
- l'intervention des négociateurs suisses pour une meilleure régulation des marchés internationaux des matières premières pour faire respecter les règles du commerce équitable. La rémunération des travailleurs du Sud, par le truchement de prix plus justes, constitue le meilleur moyen d'assurer le développement autonome des pays du Sud. Ce serait beaucoup plus efficace que l'aide publique au développement que distribuent parcimonieusement les pays du Nord.

Ce sera certainement très difficile de faire admettre aux milieux dominants de l'économie actuelle un renversement des priorités, soit : partir d'exigences autres que strictement commerciales, pour aboutir à un ajustement des prix sur les marchés proches ou lointains. La lutte sera rude, mais ce sera le seul moyen d'établir plus de justice distributive sur notre planète.

J. V.

¹ Cf. **Susan George**, *Remettre l'OMC à sa place*, ATTAC, mai 2002.

² Cf. **Willy Streckeisen**, *Ah, que la montagne est belle*, in «Uniterre», décembre 2002.

³ J.-M. Gatheron, co-fondateur, avec les Pères Carré et Lebreton, du grand mouvement «Economie et humanisme». Il a écrit en 1943 le premier numéro de la revue du même nom, sous le titre *Le pain et l'or*. Il est décédé en 1992, à l'âge de 97 ans.

⁴ *Prenez une vache en leasing sur Internet*, in «Le Matin», Lausanne 7.7.03.

⁵ *200 000 soleils chauffent la terre d'une autre agriculture*, Genève 17.7.03.

⁶ *Dossiers Global. L'agriculture a le droit d'être protégée*, Communauté de travail (Swissaid, Action de travail, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas), Berne février 2003, 26 p.

⁷ *Op. cit.*

⁸ Cf. **Susan George**, *Négociations sur l'agriculture*, in «Projet du Comité de l'agriculture de l'OMC», 18.3.03.